

rende van de gesloten vuist en de gestrekte arm” - maar hun kritiek op de extremen vervalt nooit in een idealisering van wat er tussenin viel, de zogezegde retrospectieve constructie van het ‘ethisch recipiënt’. Wat blijft is een boeiend en aangenaam leesbaar werk dat een waardevolle bijdrage levert aan de studie van het interbellum in dit land en aan de geschiedenis van Wallonië. Een geschiedenis waar de lezer, dankzij Alain Colignon en Mélanie Bost, net als de *plongeur* van Idel Ianchevici, overblijfsel van de Luikse expo van 1939, met veel genoegen een duik in wil nemen.

Vincent Scheltiens

ANTOON VRINTS

De Afrekening. Geweld tegen collaborateurs in Antwerpen 1918 en 1944-1945

Aalter, Ertzberg, 2024, 333 p.

Dans son dernier ouvrage, Antoon Vrints s'intéresse à la répression populaire des collaborations à Anvers en 1918 et 1944-1945. L'historien introduit le sujet par une image bien connue de l'épuration populaire après la Seconde Guerre mondiale: les cages du zoo d'Anvers. Dépeintes comme sombres et difficilement explicables, les représentations de cette répression servent un discours politique porté par des mouvements nationalistes flamands qui s'appuie sur la victimisation des collaborateurs tout en minimisant le travail judiciaire effectué lors de la répression d'après-guerre.

Le livre repose sur deux postulats développés dans le premier chapitre qui permet de circonscrire l'objet de la recherche. D'une part, Vrints part du principe que cette victimisation revendiquée par les collaborateurs est à la fois le produit d'un contexte historique particulier, fondé notamment sur la réactivation du discours produit après la première libération en 1918. D'autre part, l'auteur appréhende cette victimisation comme une perception construite à partir du regard porté sur les événements par des collaborateurs ou d'une image d'une épuration populaire exercée par une foule irrationnelle. L'objectif de l'ouvrage est dès lors de contextualiser et d'analyser cette violence à partir du point de vue de ses auteurs. L'historien propose ainsi de donner du sens à cette violence

et de la prendre au sérieux en l'abordant comme une construction sociale bien intégrée dans la société contemporaine. Pour cela, Vrints mobilise les archives de la police d'Anvers. Ces sources lui permettent de rendre compte des «bruits» de la ville alors que la police se doit d'être au fait des troubles à l'ordre public pour accomplir sa mission de maintien de l'ordre.

Le second chapitre traite de la période 14-18. L'auteur y analyse le contexte de l'occupation pour démontrer que la violence qui s'exprime à la libération découle d'un processus débuté pendant l'occupation. Dès 1914, une «distance patriotique» est attendue de la population vis-à-vis de l'occupant et les collaborateurs qui contreviennent à cela font l'objet d'un isolement progressif à l'intérieur de la société. Trois catégories ressortent des archives de la police. Les personnes ayant un lien de parenté avec l'ennemi allemand, celles qui entretiennent des liens d'amitié avec l'ennemi, et celles qui profitent de l'occupation pour s'enrichir. Vrints se saisit alors du concept d'«économie morale» pour comprendre les émeutes de la faim qui ont lieu durant l'occupation à Anvers et éclaire ainsi la remise en question de la légitimité de certaines mesures. Ces phénomènes préfigurent les vagues de violence qui ont suivies l'armistice.

Lors de la libération, c'est le moment de sanctionner les individus ayant transgressés les normes, d'autant plus que le sentiment national et patriotique est renforcé par la visite du Roi. L'historien démontre comment la population s'appuie sur les soldats pour légitimer les sanctions qui sont graduées en fonction des transgressions. Différents types de personnes sont visées plus précisément comme les profiteurs (souvent des propriétaires de commerces), des militants et des femmes.

Dans le troisième chapitre, l'auteur s'intéresse à l'occupation d'Anvers durant la Seconde Guerre mondiale. À nouveau, la ville fait rapidement face à des problèmes d'approvisionnement en nourriture. Cette seconde occupation se démarque toutefois par l'installation d'un régime autoritaire qui limite

les acquis démocratiques et la liberté d'expression. Dans ce contexte, le ressentiment laisse place à la haine dès lors que la délation donne du pouvoir et que les milices s'adonnent à des violences publiquement. Les collaborateurs, par leur alliance, sont une menace pour le bien-être de la population, tout en étant nuisible par leur position privilégiée qui leur permet également d'échapper à la misère. Ceux-ci sont dès lors isolés et stigmatisés durant la période d'occupation. La population, dans son ensemble, recourt à des stratégies diverses, que ce soit de l'intimidation et du harcèlement, de l'isolement ou des procédés d'avertissement.

Au moment de la libération, une réappropriation symbolique de l'espace s'exerce par l'effacement de toute trace de l'occupant. Pour défaire cette prise de pouvoir des dernières années, des rituels d'inversion sont mobilisés. Le ressentiment accumulé durant toute la période d'occupation est projeté sur les personnes qui ont profité des circonstances pour usurper une position sociale illégitime. Il se traduit par des sanctions collectives à caractère délibérément humiliant qui contiennent notamment une forme de réappropriation de la liberté de parole par le rire. Vrints utilise le terme de « purification » pour traiter de ces actes. Le bruit y joue un rôle central car l'objectif est de compromettre la personne aux yeux du voisinage alors que la destruction des biens (acquis illégitimement) est une preuve de la collaboration. Les déplacements sont également importants, par la volonté d'exposer publiquement tout en humiliant, et s'inscrivent dans une volonté d'expulser les collaborateurs. Les centres d'internement permettent de les faire disparaître temporairement. L'auteur démontre également que la répression populaire n'est pas quelque chose de spontané, sans pour autant être l'objet d'un grand plan. Au contraire, elle est le résultat d'un processus d'isolement social débuté durant l'occupation dont les collaborateurs ont conscience. L'internement est ainsi utilisé par les autorités, et parfois les collaborateurs eux-mêmes, comme une mesure de protection.

L'historien montre également que les catégories juridiques habituellement utilisées ne sont pas

pertinentes en raison d'une grande variabilité des types de collaboration. Il fait ressortir des archives le critère de la visibilité de la collaboration qui implique une proximité à la fois géographique et sociale. Ainsi, les collaborateurs (para)militaires se distinguent par leur uniforme dans l'espace public. Les collaborateurs plutôt économiques qui sont visés par la population sont davantage les petits commerçants, les aubergistes, les détaillants qui ont profité ouvertement de leur position pour s'enrichir. Les personnes ayant entretenu des liens d'intimité, ayant accueillis chez eux des Allemands, sont également visées. Si les entremêlements avec des conflits personnels sont difficiles à quantifier et existent probablement, le chercheur avance que ce n'est pas un facteur déterminant car le soutien social des voisins ou de personnalités respectées joue son rôle auprès de la foule. Les résistants tentent également parfois de s'opposer à la violence en mobilisant leur capital symbolique, détenu à l'instar du soldat de 14-18. Néanmoins, le plus souvent, les résistants et la population agissent dans une complémentarité des rôles permettant à la population de faire passer son programme de sanctions. Pour légitimer ces dernières, des preuves sont attendues et prennent la forme des objets du privilège acquis.

Cette violence qu'analyse l'historien, loin d'être inexplicable, démontre au contraire sa fonction sociale importante. À la fin d'une période d'incertitude, elle permet une réaffirmation de l'identité de la communauté qui traverse un changement de pouvoir. Elle permet à la population de participer au processus de libération, tout en ayant une fonction de rite de passage par une réaffirmation symbolique des nouvelles relations de pouvoir. L'objectif est de rendre visible la cohésion de la communauté et les normes renouvelées de celle-ci. Le recours à la violence s'inscrit donc dans une forme de justice informelle, issue d'une longue tradition de justice populaire. Bien qu'elle soit vécue comme traumatisante pour les collaborateurs, cette violence est contrôlée et représente l'aboutissement d'un processus d'exclusion et de stigmatisation à l'encontre de ceux-ci. Deux critères rassemblent les deux contextes: la proximité et la visibilité. Si le cadre

moral est similaire pour les deux guerres, la différence principale s'inscrit dans la nature du régime national-socialiste de la Seconde Guerre mondiale, bien plus répressif et totalitaire.

En utilisant les archives de police, Vrints participe à un renouvellement de l'étude de la répression populaire. D'une vision chaotique, sombre, inexplicable de la période, il explique point par point que ces sanctions collectives sont le résultat d'un processus débuté dès l'occupation et s'appuyant sur le conflit précédent, notamment par la réapparition d'un vocabulaire. Son analyse en fonction des groupes sociaux permet de saisir les dynamiques au sein de la population et le degré de transgression effectué par les collaborateurs selon le contexte local. Nous avons particulièrement été sensible à la question des enfants qui jouent un rôle dans cette verbalisation de l'écart, leur supposée innocence leur permettant de s'exprimer plus librement. L'historien pointe quelques vides historiographiques donnant ainsi des pistes à explorer, comme le suicide de certains collaborateurs, pour affiner la diversité et la complexité des situations individuelles. Bien que les tontes des femmes soient abordées régulièrement et que l'explication de transgressions des normes fait sens, on aurait aimé un approfondissement sur le rôle symbolique particulier de ces actions qui, comme l'auteur le constate, sont les seules qui perdurent dans le temps alors que les autres types d'actions restent cantonnées aux quelques jours suivant la libération. Il nous semble que l'historiographie sur cette question est balayée rapidement par l'auteur et sa justification ne permet pas d'expliquer ce décalage. Toutefois, l'argumentaire général de Vrints reste convaincant tout en étant rédigé dans un style fluide qui permet sa bonne compréhension.

Margaux Roberti-Lintermans

NICO WOUTERS, FRANK SEBERECHTS (EDS.)
Stad in Verzet: Antwerpen tijdens de Tweede Wereldoorlog

Tielt, Lannoo, 2024, 336 p.

Op Tweede Paasdag 1941 worden de inwoners van Antwerpen opgeschrikt door het lawaai van luidkeels zingende Belgische Nazi's en Nazi-sympa-

thisanten. Met honderden trekt de groep naar het Antwerpse Jodenkwartier. Daar wordt de boel kort en klein geslagen. Ruiten sneuvelen. In twee synagogen wordt brand gesticht. De 'pogrom', zoals Nico Wouters de tegen Joden en hun bezit gerichte agressie in *Stad in Verzet* noemt, roept amper een reactie op. Antwerpse politie en Duitse *Feldgendarmarie* kijken toe. Pas als het daartoe door de rechter gedwongen wordt, verklaart het stadsbestuur zich bereid Joodse gedupeerden een schadevergoeding uit te keren. Van betaling komt overigens niets terecht, omdat de Duitse autoriteiten betaling aan Joden verbieden – en het stadsbestuur zich daarbij neerlegt. Een verzetskrant, *Steeds Vereenigd*, veroordeelt de rellende collaborateurs, maar voegt een bijsluiter toe: "Beste lezers, denkt nu niet, dat wij Belgen voor de Joden zijn. Neen verre van daar. Maar toch 'n Jood is ook een mensch" (p. 81).

De gebeurtenissen zijn in veel opzichten exemplarisch voor de geschiedenis van Antwerpen tijdens de bezetting, zoals we die kennen uit de literatuur: een stad met het stempel van collaboratie; met een talrijke, militante groep Belgische Nazi's en Nazi-sympathisanten; met een aanzienlijke, maar onbeschermd (en ongeliefde?) Joodse gemeenschap; onder een passief, meegaand stadsbestuur; in de stevige greep van Duitse autoriteiten. Bepaald niet het beeld van een 'stad in verzet', kortom.

Het is de verdienste van Nico Wouters en Frank Seberechts dat met het door hen geredigeerde *Stad in Verzet* een andere kant van de geschiedenis wordt belicht. Wat hun boek aantoont is dat Antwerpen ook het toneel was van uiteenlopende verzetsactiviteiten en het werkveld van diverse (lokale) groeperingen. In het eerste deel van het boek, dat bijna de helft van het totaal aantal bladzijden bestrijkt, schetst Wouters een chronologisch overzicht van die activiteiten en groeperingen. Het is, zoals de auteur zelf ook ruiterlijk toegeeft, een vrij klassiek opgezet stuk, met grote mannen in de hoofdrol – de foto's van zes van hen sieren de achterzijde van het boek. Wat het overzicht ons leert is dat er van meet af aan verzet werd gepleegd en georganiseerd in de Belgische havenstad. In het algemeen volgde het Antwerps verzet de bredere bezettingsgeschiede-